

## PETROLIER, AU SOIR D'ALGÉRIE :

# 50 et 60 dollars le baril»

Angélisme ou manque de perspicacité stratégique, l'Arabie Saoudite dit vouloir échanger un «short term pain» contre un «long term gain». Une douleur à court terme contre un gain à long terme. Je crois que tous les experts convergent aujourd'hui pour dire que la durée du sacrifice aura été plus longue que prévu par l'initiateur de la guerre des prix, et que surtout son coût a été sous-évalué, sous-estimé. Les dégâts sont grands, je l'ai déjà dit, pour l'industrie pétrolière, les compagnies pétrolières internationales, ils sont dévastateurs pour les pays producteurs alors

de plus en plus manifeste. L'Arabie Saoudite voit sa position précarisée, alors que du fait de facteurs biologiques, la succession dans la famille Al Saoud est à un tournant. Je pense que cette crise pétrolière a des ramifications jusqu'au plus profond du pouvoir saoudien.

Au-delà de la rivalité avec l'Iran dans le leadership régional qui est une réalité. Car l'Iran dispose d'un axe chiite qui atteint, à présent que Saddam a été indûment sacrifié par les stratèges américains, la Méditerranée orientale. Cet axe part de la mer Caspienne et du détroit d'Ormuz et tend à

***Le pétrole de demain sera plus technologique. Cela implique pour les pays producteurs de porter la bataille au niveau de leurs compagnies nationales, Sonatrach pour ce qu'il nous concerne, qu'ils doivent renforcer sur les plans technologique et managérial, entraînant derrière elle universités et entreprises privées et publiques nationales qui deviendraient ainsi le socle de leur puissance.***

que l'issue de cette aventure n'est pas encore assurée. Le marché tend à se rééquilibrer au second semestre 2016 comme je l'ai dit plus haut et comme je l'avais anticipé lors de la réunion entre les experts et le gouvernement le 20 septembre 2015. La baisse importante de janvier était prévisible. Alors que le marché était en «contango» (orientation haussière), du fait des anticipations pessimistes des marchés, prévoyant un hiver doux et un retour massif de l'Iran, voire de la Libye et une hausse du dollar suite au relèvement attendu des taux directeurs par la FED, il est passé en «backwardisation» (baissier) car les opérateurs se débarrassaient des positions longues.

Les choses rentrent dans l'ordre avec le recul de la production américaine, à présent sous les 9 mbj et la perspective de plus en plus proche de la «driving season» aux Etats-Unis qui verra la demande augmenter sensiblement. Les stocks américains en baisse confirment cette orientation. Mais néanmoins, je ne pense pas qu'un simple gel de la production agira de manière déterminante sur les prix. Nombre d'experts le pensent. L'ampleur du rééquilibrage du marché et sa vitesse dépendront fortement des politiques des pays producteurs et de la poursuite de cette curieuse guerre des prix.

L'échec de la rencontre de Doha est significatif non pas d'une simple divergence d'intérêts entre producteurs, mais surtout d'une géopolitique régionale complexe qui n'a cessé depuis Yalta de peser sur le marché pétrolier. Je l'ai déjà dit, la révolution des schistes américains est l'événement le plus important dans l'histoire pétrolière depuis la rencontre sur la croiseur *Quincy* en mer Rouge entre Roosevelt et Ibn Saoud, rencontre qui a scellé le contrôle des Etats-Unis sur les réserves pétrolières du Moyen-Orient et consacré leur dépendance vis-à-vis de cette région.

A présent, les Etats-Unis sont indépendants de l'Arabie Saoudite sur le plan pétrolier, alors que le pays qui leur conteste le leadership mondial, et qui va le leur arracher dans les vingt prochaines années, soit la Chine, en est étroitement dépendant. Le jeu stratégique états-unien au Moyen-Orient est ambivalent.

En même temps il s'en autonomise, mais aussi il ne veut pas en être exclu, voire il y voit un levier de puissance majeur à ne pas négliger.

En résulte un désamour avec l'Arabie Saoudite et un axe Washington-Téhéran

embrasser avec le Yémen le détroit de Bab El-Mandeb, la porte d'entrée de la mer Rouge. Ainsi, la guerre des prix dépasse le strict cadre du marché pétrolier pour s'inscrire dans une carte géopolitique extrêmement complexe et lourde d'incertitudes. La montée du jeune prince Mohamed Bin Salman, puissant vice-héritier qui tient les rênes de l'économie et de l'industrie pétrolière, se traduit par des approches stratégiques nouvelles : ouverture à 5% du capital de la compagnie pétrolière Aramco et constitution d'un fonds d'investissement de 2 000 milliards de dollars.

L'Arabie Saoudite déploie une véritable stratégie de puissance, en réponse au déploiement iranien, et cette stratégie, nous le voyons, atteint nos frontières puisqu'elle comporte aussi une fédération des monarchies, incluant notre voisin de l'ouest. Le pétrole sera rare demain.

La crise pétrolière est survenue après une décennie de prix élevés, ce qui a réduit son impact encore sur les producteurs. Mais d'entre tous, toutes proportions gardées, l'Arabie Saoudite a la plus grande capacité de résilience avec ses 600 milliards de dollars de réserves de change et malgré ses 90 milliards de dollars de déficit budgétaire qui lui imposent une plus grande orthodoxie en matière de dépenses publiques, difficile épreuve en l'espèce en période de succession. Retenons pourtant que ce pays a les moyens de ses ambitions, il est le maître du long terme («masters of the long haul»). Ira-t-il jusqu'à sacrifier l'Opec qui est un vecteur important de sa puissance? J'en doute.

**Plus prosaïquement quel avenir pour l'Opec ? Peut-elle, réellement, jouer un rôle dans la régulation du marché pétrolier ?**

Complémentaire à ce que j'ai dit plus haut, la guerre des prix, la défense des parts de marché est de toute évidence une impasse stratégique pour l'Opec qui depuis les années 1970 a toujours été enfermée dans ce dilemme : défense des prix ou défense des parts de marché. Aujourd'hui, l'Opec peut difficilement jouer le rôle de «swing producer», de producteur résiduel et cartelliser le marché. Cela car si elle inonde le marché comme elle le fait aujourd'hui pour en exclure les pétroles de schiste, plus coûteux, ceux-ci, en effet, ce qui se passe aujourd'hui, disparaissent du marché car non rentables mais reviendront dès que les prix remonteront et concurrenceront à nouveau l'offre Opec.

A l'inverse, si elle réduit son offre pour faire remonter les prix, dès lors que les prix reprennent, les productions concurrentes redeviendront rentables et reviendront également sur le marché.

La conclusion est que nous sommes entrés dans un nouveau paradigme pétrolier, un nouveau modèle où l'Opec cherche encore sa place. Mon sentiment est qu'aujourd'hui la bataille autour des prix pétroliers s'est déplacée vers une bataille autour des performances des acteurs pétroliers. La technologie est la clé de l'avantage concurrentiel et le sera davantage dans le futur car les gisements vieillissent, comme je vous l'ai dit, deviennent plus complexes, les découvertes sont plus petites, plus complexes et donc plus coûteuses. Le monde découvre un baril quand il en consomme six annuellement.

Le pétrole de demain sera plus technologique. Cela implique pour les pays producteurs de porter la bataille au niveau de leurs compagnies nationales, Sonatrach pour ce qui nous concerne, qu'ils doivent renforcer sur les plans technologique et managérial, entraînant derrière elle universités et entreprises privées et publiques nationales qui deviendraient ainsi le socle de leur puissance.

La solidarité entre pays producteurs doit prendre une forme nouvelle, celle d'une solidarité entre compagnies pétrolières nationales qui s'exprimerait par des partenariats stratégiques. L'Opec doit prendre cette direction, à mon avis, sans pour autant cesser de se préoccuper de défendre les prix.

La Libye est déterminée à revenir à son niveau de production avant crise, soit 1,6 Mb, et ce avant fin 2016. L'Iran est déterminé à accroître sa production pour atteindre son niveau avant embargo, soit 4,3 mbj. Elle incrémenterait le marché de plus de 1 mbj. Ajoutez à cela les perspectives d'augmentation de la production irakienne, nous aurons un total de 3 mbj qui

serait de 87 dollars le baril. Je pense que les années 2016 et 2017 seront pénibles mais que nous avons les moyens de résister, à l'impérative condition que nous sortions résolument du modèle rentier et que des mesures structurantes soient prises pour engager une croissance endogène, tirée par la production de richesse et, surtout, l'innovation. Il faut encourager l'initiative, l'entreprise et les entrepreneurs, ceux qui risquent leur argent pour produire des richesses et générer des emplois.

Notre système financier doit être revu en conséquence et porté aux standards internationaux. Nos universités et nos entreprises, de même. Pour ce qui concerne les hydrocarbures, nous ne devons plus nous considérer comme une source exportatrice, mais comme un acteur énergétique qui doit tirer avantage des transformations en cours pour renforcer sa position concurrentielle dans le monde.

Renforcer et autonomiser davantage Sonatrach, encourager le privé à investir le secteur des services pétroliers et la sous-traitance, encourager nos partenaires à délocaliser chez nous des activités à haute intensité technologique, voilà les défis. Avec cela Sonatrach pourrait devenir un grand découvreur d'hydrocarbures, une compagnie déployée internationalement et qui aura pour double vocation de procurer des ressources financières à l'économie nationale et d'assurer l'équilibre énergétique à long terme. Dans ce sens, pour ce qui est du gaz, Sonatrach doit pouvoir s'intégrer dans l'aval gazier et la génération électrique en Europe.

En retour, elle offrira à ses clients gaziers européens l'opportunité de s'intégrer dans l'amont gazier en Algérie. Ils partageront ainsi harmonieusement avec elle le risque lié au développement de cette industrie hautement capitaliste.

En s'intégrant dans l'aval gazier et la génération électrique en Europe, Sonatrach pourra protéger ses débouchés face à

***Pour ce qui concerne les hydrocarbures, nous ne devons plus nous considérer comme une source exportatrice, mais comme un acteur énergétique qui doit tirer avantage des transformations en cours pour renforcer sa position concurrentielle dans le monde.***

menacent, selon toute probabilité, de revenir sur le marché dans l'année à venir. De fait, la reprise de la demande, conjuguée à la baisse structurelle de la production Nopec, principalement américaine, sera confrontée à l'arrivée de volumes Opec, ce qui fera de l'année 2017 une année portée par une tendance haussière, mais aussi et surtout par de fortes incertitudes autant sur l'offre que sur la viabilité du système Opec.

**Quels sont les enjeux, quels sont les challenges pour notre pays ? Dans quelle voie, avec quelle stratégie et sur quel positionnement devra s'orienter l'Algérie dans le domaine des hydrocarbures et plus particulièrement dans le domaine du gaz et de sa commercialisation à l'international ?**

D'abord, nous devons, je le souligne encore, garder notre sang-froid. Je trouve que nous surréagissons à l'excès à cette crise. Elle passera comme toutes celles qui l'ont précédée. Il faut nous préparer à l'après-crise. Je pense que les prix finiront l'année entre 50 et 60 dollars le baril. La moyenne de l'année n'atteindra pas les 50 dollars le baril, néanmoins. J'ai vu hier sur la presse que le FMI estime que le prix minimum pour équilibrer le budget algérien

des nouveaux entrants de plus en plus agressifs et qui ont les moyens de l'y déloger. Je pense aux Etats-Unis, au Qatar, à l'est méditerranéen, mais aussi à l'Iran, demain. L'intervention du représentant iranien au sommet pétrolier de Paris a été un véritable événement. Il a annoncé l'ouverture de l'amont iranien, une libéralisation, des formules contractuelles et une fiscalité attrayante. L'Iran revient en force, autant pour le pétrole que pour le gaz.

L'Algérie gagnerait à coordonner sur ce plan ses actions avec ce pays qui dispose d'importantes réserves et qui peut bénéficier de notre expérience.

K. B.-A.

## BIO EXPRESS

**Mourad Preure a été à la tête de la stratégie de Sonatrach. Il enseigne la stratégie et la prospective. Il préside le cabinet Emergy International Strategic Consulting, spécialisé dans le conseil en stratégie et études énergétiques. Il est l'auteur de l'ouvrage *France-Algérie, le grand malentendu*, coécrit avec Jean-Louis Levet aux éditions l'Archipel.**